

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 10 février 1979

N° 9

PRIX : ANTILLES 1,50F
FRANCE 2F

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Editorial

PROCES DE TAHITI : UN VERDICT REVOLTANT !

Vingt ans de travaux forcés pour Marcel et Jonas Tahutini, 18 ans de travaux forcés pour Viriamu Travira et 10 ans de la même peine pour Roland Tefana, 10 ans de réclusion criminelle pour Charlie Ching, leader d'un parti indépendantiste et 5 ans de réclusion criminelle pour Prosper Faana et Guy Taero. Tel est le verdict du procès des jeunes Tahitiens accusés du meurtre d'un colon français et d'attentats contre la poste de Papeete et contre la base d'expériences atomiques.

Sous couvert de poursuivre des délits de droit commun, c'est en réalité le droit des Polynésiens à donner leur avis sur leur situation que tente d'étouffer le colonialisme français. En effet, une partie des inculpés s'opposait à la poursuite d'explosions atomiques au large de Papeete, estimant que si le gouvernement trouvait ces explosions sans danger, «pourquoi ne ferait-il pas sauter sa bombe sur la Tour Eiffel ? ».

L'importance des peines prononcées, c'est également une tentative de la part du gouvernement français, d'intimider tous ceux qui aspirent à se débarrasser de sa tutelle.

Ainsi, pour juger ces militants, la justice française n'a pas hésité à déterrer l'un des vestiges les plus barbares de la colonisation, les peines de travaux forcés, qui bien que supprimés dans la législation française, subsistent encore dans les T.O.M.

Il y a plus de vingt ans, l'oncle de l'un des accusés, Pouvanaa A Oopa, était condamné à 8 ans de réclusion pour une prétendue détention d'armes et l'incendie d'un bâtiment. Il était alors l'un des principaux dirigeants d'un mouvement autonomiste.

La répression est donc une attitude constante de la part du gouvernement français, à l'égard de tous ceux qui luttent pour libérer Tahiti de l'emprise de l'impérialisme. Mais ce n'est la preuve, ni d'un amour immodéré pour les populations polynésiennes, ni du souci de préserver ce «paradis terrestre» que serait Tahiti. Car le gouvernement français, lui, ne se contente pas de petits incendies de bâtiments ou de bricoler des bombes artisanales : c'est plusieurs dizaines d'explosions nucléaires, tant aériennes que souterraines, qui ont déjà eu lieu sur les atolls polynésiens.

Voilà, entre autres, pourquoi l'impérialisme français tient tant à conserver son emprise sur la Polynésie, et pourquoi il réprime aussi durement ceux qui luttent pour y mettre fin. Mais il se trompe lourdement s'il croit enrayer ainsi les volontés de changement quand elles se manifesteront.

En butte à la même domination, les travailleurs antillais ont toutes les raisons d'être solidaires de ces militants face à la parodie de justice coloniale, quelles que soient les réserves que l'on puisse faire sur la politique de Ching et de ses compagnons.

Guadeloupe :

POURQUOI NE PAS LUTTER TOUS ENSEMBLE ?

Au cours des deux mois qui se sont écoulés, les grèves ont entraîné dans la lutte des travailleurs de nombreuses entreprises.

Le commerce, l'hôtellerie, le bâtiment, les usines sucrières de Guadeloupe ont successivement connu des arrêts de travail qui ont pris différentes formes, du débrayage à la grève illimitée.

Mais jamais ces grèves n'ont mis en mouvement tous les travailleurs en même temps. Et même à l'intérieur d'un secteur, c'est entreprise par entreprise que les syndicats — particulièrement la CGTG qui prit la direction de ces luttes — ont organisé l'action.

Et on put voir certains jours des travailleurs du commerce d'entreprises différentes faire grève pour les mêmes revendications à quelques jours d'intervalle. Ou encore des travailleurs du bâtiment, ceux des usines à sucre et certains du commerce ont pu parfois aux mêmes jours être dans la lutte sans pour autant que leurs mouvements se rejoignent.

C'est à croire que ceux qui avaient la responsabilité de ces actions estimaient que l'union de toutes les luttes en cours pour les mêmes objectifs n'était pas nécessaire !

Or le syndicat CGTG lui-même ne cesse de répéter que la force des travailleurs c'est leur unité. Mais alors, lorsque les travailleurs sont en lutte, pourquoi ne pas réaliser cette unité dans la lutte ? Car c'est alors que cette unité est précieuse.

Cette attitude des responsables syndicaux est d'autant plus inadmissible — et de la part de la CGTG et de la part des syndicats qui ne disent rien sur cette question — que les travailleurs ont fait preuve d'une réelle com-



UN APPEL LANCE UNIQUEMENT LORS DE SYMBOLIQUES JOURNEES D'ACTION

bativité dans toutes les grèves qui se sont déroulées ces dernières semaines.

Pour limités que furent les objectifs fixés par les syndicats (le treizième mois ou la prime de fin d'année) les travailleurs s'accrochèrent, firent face à l'intransigeance des patrons et à leurs refus. Ils ne cédèrent jamais sans avoir arraché quelque chose.

Alors quelle conclusion tirer de ces luttes et de cette combativité ?

Les responsables syndicaux — particulière-

ment ceux de la CGTG — ont coutume de dire que si les travailleurs étaient prêts à lutter, eux, ils pourraient engager le fer. Mais comment pourrait-on en arriver à une offensive réelle des travailleurs si les luttes ne sont pas menées de façon à encourager ceux qui luttent et à leur faire prendre conscience de la force qu'ils représentent ? Comment attirer les hésitants, s'ils ne voient pas se manifester cette force des grévistes ?

Suite en page 2

MARTINIQUE : Les Don Quichotte de la gauche et les moulins... à sucre

De la gauche à la droite s'élève aujourd'hui un seul cri : Vive la Société d'Economie Mixte ! Car ces messieurs du Conseil Général ont voté à l'unanimité moins une voix (celle de MARIE-JEANNE) le rapport du Conseiller CHARRON préconisant la création d'une Société D'Economie Mixte pour redresser et réorganiser la production sucrière à la Martinique.

Ainsi donc, non seulement la gauche a voté des deux mains le rapport présenté par la droite, mais elle se débat encore comme un beau diable pour s'attribuer la paternité du projet. Le vote du rapport CHARRON, c'est pour le PCM «un acte positif».

Les békés et gros propriétaires fonciers ont abandonné l'industrie sucrière à la Martinique car ils n'y trouvaient pas suffisamment de profits. Ils ont préféré se lancer dans la culture de la banane ou le commerce qui rapportent bien plus. Pour cela ils ont constamment reçu l'appui du gouvernement qui a englouti dans leurs coffres-forts quelques milliards au titre de subventions en tous genres. Cela leur a permis de se reconverter sans problèmes dans d'autres secteurs.

Et aujourd'hui PPM et PCM, derrière la droite, implorant le gouvernement de remettre à flot une production condamnée par les lois du marché capitaliste et dont les

propriétaires eux-mêmes ont bien montré qu'elle ne les intéressait plus.

Le vote du Conseil Général n'engage à rien. La preuve, c'est que ce même vote a déjà eu lieu il y a 4 ans. Le 21 Avril 1975 exactement, le Conseil Général avait déjà adopté le principe de la création d'une Société d'Economie Mixte. Aujourd'hui il en a adopté les statuts. Mais en ce domaine, ce n'est pas le Conseil Général qui décide, ce sont les capitalistes et le gouvernement.

Alors, pendant ces quatre ans, la gauche a amusé les masses avec des motions, des propositions, des admonestations, des interpellations du gouvernement, et les tonnes de papiers qu'elle a noirci dans les couloirs du Conseil Général pour en arriver au vote du 25 Janvier.

Elle s'apprête à en faire autant dans les années qui viennent. Car après les statuts, il faudra que le Conseil Général s'intéresse à la mise en application de la Société d'Economie Mixte. Celle-ci n'a guère de chances de voir le jour. Mais la gauche en fera son cheval de bataille pendant plusieurs années, entraînant les travailleurs à sa suite dans une bataille de motions inutiles et sans fin.

Et pendant que PPM et PCM s'occuperont à distraire l'attention des ouvriers agricoles et des paysans pauvres avec les mouvements

d'humeur du Conseil Général, assemblée impuissante et sans pouvoir, ces derniers continueront, par manque de perspectives, à subir les conséquences de la crise de l'agriculture.

En réalité, la gauche n'a nullement la volonté de s'attaquer aux véritables causes de cette crise. Elle n'a nullement l'intention de remettre en question autrement que sur le papier la main-mise des gros propriétaires sur les terres ni celle des lobby d'import-export sur toute l'économie de la Martinique. Car cela signifierait mettre en mouvement les masses les plus déshéritées de ce pays, les travailleurs de la terre, et les appeler à s'attaquer aux privilèges et à la propriété des capitalistes. Et cela demanderait plus qu'une simple bataille juridique et que les quelques discours qui sont prononcés dans l'enceinte fermée du Conseil Général.

Alors, pour avoir l'air de faire quelque chose et se donner une justification, elle brasse de l'air, elle agite au vent les statuts d'une Société d'Economie Mixte, en proclamant triomphalement que là est la solution aux problèmes des ouvriers de la canne, des petits planteurs, et de la crise de l'économie sucrière de la Martinique.

Claire GOYA

UNE UNIVERSITE AU RABAIS

L'aspect ultra-moderne des bâtiments du campus universitaire ne doit pas faire illusion : malgré la date récente de sa mise en service (rentrée 77), les problèmes sont nombreux à se poser, et les étudiants dénoncent un certain nombre de faits. A l'heure où nous écrivons, ils se concertent pour décider sous quelles formes ils comptent exprimer leur mécontentement.

Les problèmes se posent à différents niveaux :

D'abord il semble que la construction de la tour qui sert de résidence universitaire a été faite à la va-vite, si bien qu'aujourd'hui de nombreux défauts se font jour dans le bâtiment : fissures, canalisations bouchées, infiltrations d'eau, qui entraînent une insalubrité générale et des risques de courts-circuits. A tel point qu'après plusieurs protestations des étudiants, le ministre de l'éducation a dû envoyer un délégué se rendre compte sur place des dégâts. En attendant, plusieurs chambres ont dû être évacuées car elles sont inhabitables : l'eau s'y infiltre. Parallèlement il manque de l'eau dans des sanitaires. Quant aux canalisations bouchées elles répandent une puanteur infecte dans les habitations.



LA RESIDENCE UNIVERSITAIRE

D'autre part, le restaurant universitaire n'est pas encore terminé, il n'y a pas d'infirmerie, la bibliothèque est pauvre en ouvrages et manuels, l'éclairage sur le campus est insuffisant et les transports entre Fort-de-France et l'université s'avèrent rares et mal organisés. Faute d'autobus, les étudiants sont le plus souvent contraints de faire du stop pour se rendre aux cours ou en revenir.

Quant au personnel de la bibliothèque et des services administratifs, il est déjà en nombre insuffisant pour assurer la bonne marche de l'université. Mais il est de plus prévu de supprimer les emplois sur fond de

chômage qui concernent un certain nombre d'employés administratifs. Le personnel, aux côtés des étudiants, exige que non seulement tous les emplois soient maintenus, mais qu'il en soit créé d'autres.

Enfin, alors que le cycle d'études est complet en droit et sciences économiques (jusqu'à la licence), il n'en est pas de même en lettres (histoire-géographie, langues, lettres modernes...) : la faculté de lettres n'assure que deux années d'études. Pour passer la 3ème année de licence, et continuer ensuite la maîtrise ou l'agrégation, il est obligatoire d'aller en France.

Parmi leurs revendications, les étudiants exigent donc que le gouvernement débloque les crédits nécessaires à la création d'un cycle complet d'études de lettres aux Antilles.

Ainsi, malgré les apparences, tout ne va pas pour le mieux à l'université de Schœlcher, et les étudiants sont à juste titre mécontents.

Le domaine universitaire n'échappe pas à ce qui est la règle dans cette société coloniale : manque de crédits et de moyens, austérité dans tout ce qui intéresse la population, négligence, laisser-aller et je m'en fichisme dans tout ce qui est entrepris.

Basse Terre : UNE VICTOIRE DES LYCEENS

Le mercredi 31 janvier, la totalité des lycéens du Lycée Gerville-Réache de Basse-Terre, était en grève. Ce mouvement des lycéens traduit la colère d'une grande partie de la jeunesse scolarisée, face à la détérioration croissante des conditions d'enseignement.

Cette fois, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est l'incapacité de l'administration à pourvoir au remplacement d'un professeur de comptabilité, poste vacant depuis 1 mois et demi. Les élèves de 2ème année de comptabilité, qui sont appelés à subir un examen à la fin de cette année, se sentant à juste titre lésés, ont donc entraîné tous leurs camarades des autres classes en dehors de l'établissement.

Lycéens et lycéennes se sont alors rassemblés dans la rue et sur les marches d'entrée du lycée. Et, en dépit des injonctions du principal, ils ont refusé de reprendre les cours. Il faut dire aussi que d'autres problèmes s'ajoutent à l'absence d'un professeur de comptabilité : les jeunes se plaignent notamment de la qualité des repas servis au réfectoire...

Leur grève a été un succès : deux jours plus tard une remplaçante était envoyée à Gerville-Réache et occupe maintenant le poste.

Guadeloupe : QUAND LA DROITE SE DESOLIDARISE DU PREFET

Il faut que les gens de droite considèrent que l'administration a vraiment été un peu loin en proposant aux paysans un prix aussi faible pour leurs cannes, pour qu'ils aient, eux les suppôts avérés, des gouvernants, réagi aussi vite et publiquement.

En effet, les trois députés RPR de Guadeloupe, renforcés du maire de Saint-François Bernier, ont adressé à Giscard d'Estaing un télégramme où ils protestent contre le bas prix fixé pour la tonne de cannes.

Ils opposent eux-mêmes, ces politiciens orfèvres en la matière, les promesses de Dijoud lors du colloque à ce qui est fixé aujourd'hui officiellement.

Les voilà qui réclament à leurs maîtres le respect d'une promesse qui n'engageait à rien, faite lors du bavardage organisé par Dijoud en Décembre.

Quand nous disions qu'il s'agissait encore de parolottes sans effet, la preuve est faite que nous n'avions pas tort.

Dijoud parlait de 156 F la tonne et Dijoud la fixe à 116 F!

Enfin, quoi qu'il en soit, nos députés ont protesté ! Réponse de l'Elysée : «le président a transmis vos protestations aux services compétents qui les étudient et voient ce qu'on peut faire». Entendez par là que c'est le même Dijoud qui va réétudier la question.

Alors maintenant nos parlementaires n'auront plus qu'à espérer que les représentants

des sociétés sucrières ne se feront pas trop prier pour accepter de monter légèrement le prix de la tonne de canne.

Mais qu'est-ce qui a donc poussé ces messieurs à réagir si vite ?

C'est que tout politiciens bourgeois qu'ils soient, ils tirent leur force des votes que leur apportent en majorité une population paysanne, de petits planteurs de cannes en général.

Ils ont sans doute estimé que le mécontentement est tel parmi les paysans qu'il était préférable pour eux de se démarquer de la mesure préfectorale fixant le prix de la canne.

Ce qui est rarement leur habitude. En début de récolte, on voit plutôt toute la droite se mobiliser pour expliquer que ce qui est proposé est excellent et que dans la situation présente ce ne peut être mieux.

Mais eux qui ont toujours l'habitude de dire que le gouvernement «donne» sont un peu gênés de ne pouvoir tenir un tel raisonnement aujourd'hui. Il ne pourrait tromper personne.

Les voilà, donc partis en... protestations respectueuses (bien sûr !) auprès de Giscard!

A tout hasard ils tiennent à se désolidariser de la mesure préfectorale. D'autant plus que, ne l'oublions pas, les élections cantonales sont proches.

rampe pour son lancement !

Dans un article paru dans France-Antilles du jeudi 1er février, Daniel Rinaldo suppléant RPR du député Moustache donne son point de vue sur les grèves lycéennes qui se sont déroulées dans le courant du mois de janvier dernier.

On y lit que la Guadeloupe possède «ses gardes-rouges», que ces grèves sont le fait d'une poignée de trublions soutenus par les professeurs de gauche, que le proviseur du lycée aurait fait preuve de mollesse et qu'enfin le responsable même des parents d'élèves de l'établissement se serait montré «pusillanime». Et Daniel Rinaldo de conclure qu'il faudrait créer deux lycées : Un lycée pour les bons élèves, ceux qui ne font pas grève et un second lycée où le «droit de grève serait reconnu» et qui comprendrait bien sûr les mauvais élèves et les professeurs de gauche. Pour un candidat aux prochaines élections cantonales c'est une façon comme une autre de se mettre en avant. Et à défaut d'avoir un programme, si cette prise de position pour le moins «très avancée» peut lui assurer quelques voix de plus des électeurs les plus réactionnaires, ce sera toujours ça de pris.

Mais les temps ont bien changé pour ce fervent anti-colonialiste que fut D. Rinaldo ! L'époque où ce dernier, militant de l'Association générale des étudiants de Guadeloupe, s'en prenait publiquement à son père qu'il traitait de valet du colonialisme est bel et bien révolue.

L'époque aussi où pour se faire admettre des paysans et des ouvriers agricoles il se déguisait lui-même en travailleur est complètement oubliée.

Bref, D. Rinaldo qui naguère fustigeait le colonialisme et ses représentants se retrouve dans leur camp. Pire, il réclame avec autant de fougue qu'il mettait à dénoncer les suppôts du colonialisme, la répression de ses cadets lycéens qui ne font rien de plus que ce que lui-même faisait il y a quelque vingt ans.

L'histoire est ainsi parsemée de transfuges qui brûlent avec autant de passion ce que naguère ils défendaient avec ferveur, et D. Rinaldo n'est certes pas le premier à renier son idéal pour faire sien celui de l'ennemi.

Daniel Rinaldo lui, pousse loin le zèle à prouver à ses nouveaux mandants que sa transformation s'est bien accomplie.

Il n'y a pas de doute possible. Il a bien

jeté aux orties sa peau de «révolutionnaire». Pour cela il va jusqu'à se mettre à plat ventre devant la caricature de bourgeoisie poin-

J. IGNACE

Fin sans gloire du Front National Martiniquais pour l'Autonomie

C'est maintenant officiel : le PCM et le PPM iront chacun de leur côté aux élections cantonales. Même, ils ne manqueront pas de s'opposer à Schœlcher où, face au sortant RPR, Bertrand, le PCM présentera Absalon et le PPM, Ensfelder. Cette division des deux partis de la gauche officielle est le signe de la mort du Front National pour l'Autonomie.

On se souvient que le 20 octobre 1977, le PCM, le PPM, la CGTM et le PSM décidaient de créer un Front National Martiniquais pour l'Autonomie. Il s'agissait selon eux, de «renforcer et de coordonner leurs actions en vue d'atteindre... la création d'un Etat autonome martiniquais».

Aux élections législatives de Mars 1978, Césaire, Manville et Gratiant se présentèrent officiellement en tant que candidats de ce front et firent campagne pour l'autonomie. Tout semblait aller pour le mieux entre les divers partenaires. Il est vrai que la gauche était donnée comme majoritaire par tous les sondages en France et tout le monde pensait que l'on allait droit vers un gouvernement dirigé par Mitterrand.

Mais les élections furent un échec pour la gauche en France, et les espoirs nourris par le PCM et le PPM se sont trouvés déçus une fois de plus.

Depuis Mars dernier, le Front National Martiniquais pour l'Autonomie s'est donc retrouvé en sommeil, et plus aucune mention n'a été faite de cette association.

Autre élection, autre tactique ! Aujourd'hui chacun du PCM et du PPM défend sa boutique et la possibilité d'étendre son influence. C'est de bonne guerre entre partis électoralistes.

Mais qu'ils ne viennent pas présenter aux travailleurs leur prochaine nouvelle «unité» comme «un pas vers l'autonomie» ou d'autres fadaïses du même style.

(Suite de la page 1) POURQUOI NE PAS LUTTER TOUS ENSEMBLE ?

Or à laisser les luttes isolées on n'atteint ni l'un ni l'autre de ces objectifs.

Les luttes partielles de ces deux mois écoulés, dès les premières escarmouches ont montré que la combativité était grande. Les conditions étaient (et restent d'ailleurs) favorables à un mouvement d'ensemble plus large, plus vigoureux regroupant tous les secteurs qui ont à tour de rôle engagé l'action.

Le but des grèves et de toute action des travailleurs c'est bien de se mettre dans la meilleure position, avec le maximum de forces, pour contraindre les patrons à céder sur les revendications ouvrières.

Si les travailleurs eux sont moralement prêts à s'engager dans la lutte, il est proprement inadmissible — et cela confine à une véritable trahison de leurs intérêts — de ne pas saisir l'occasion pour accomplir ce pas dans la voie de la mobilisation générale de toute la classe ouvrière.

Car c'est de cela qu'il doit être question aujourd'hui. Chaque succès, chaque pas, chaque degré franchi vers une plus grande conscience doivent être exploités pour rassembler toutes les forces de toute la classe ouvrière.

C'est une nécessité face à la crise. Les travailleurs n'éviteront pas les attaques des capitalistes et du gouvernement sans livrer de dures batailles. Et pour cela ils ont besoin de toutes leurs forces.

C'est ainsi qu'il faut raisonner sur les luttes à mener. La crise rend les condi-

tions de vie des travailleurs de moins en moins supportables.

Aujourd'hui, des familles ouvrières sont atteintes de plein fouet par les effets de cette crise. Un pays développé comme la France, atteint par la crise, passe par une série de situations intermédiaires avant de connaître une situation dramatique. Ici toute aggravation de la situation jette directement dans la misère des milliers de gens.

Il ne faut pas attendre que la situation devienne plus catastrophique pour réagir.

C'est tous ensemble qu'il faut se battre et le faire de manière à réellement tenir les capitalistes à la gorge et les contraindre à céder sur les revendications les plus vitales pour les travailleurs.

Les militants des partis et syndicats qui ont conscience de cela doivent s'engager dans cette voie-là, quels que soient les remous ou les discussions que cela soulèvera dans leurs organisations. L'avenir de la classe ouvrière vaut infiniment plus que les intérêts de telle ou telle organisation.

Les travailleurs expriment déjà dans certaines de ces luttes leur incompréhension et leur désapprobation de la tactique syndicale. Si ces sentiments se transforment en une véritable action, il n'est pas dit que les travailleurs du rang ne puissent pas organiser et orienter eux-mêmes leur combat dans une voie qu'ils estiment plus juste pour son efficacité et son succès.

G.R.

GUADELOUPE : A PROPOS DU MEURTRE DE ROCROY

Le meurtre particulièrement horrible de la jeune infirmière sur la plage de Rocroy suscite bien des commentaires. On s'interroge sur les mobiles d'un tel acte, et si l'assassin n'a pas encore été retrouvé, à l'heure où nous écrivons, pour expliquer son geste, il semble cependant, telle que se présente l'affaire, qu'il s'agit d'une agression à caractère sexuel.

Bien sûr, l'indignation et la réprobation sont les sentiments dominants. Mais combien, parmi ceux qui s'indignent aujourd'hui de cet assassinat odieux ne se livrent-ils pas par ailleurs à des commentaires et à des réflexions qui révèlent leur mépris de la femme.

France-Antilles en tout premier lieu, qui écrit par exemple que la victime «n'était point une exhibitionniste et ne pratiquait nullement le nudisme». Cela sous-entend tout naturellement que si la jeune femme en eût été une et se fût adonnée au nudisme, alors on eût pu concevoir que l'homme qui l'a attaquée — et lui a ôté la vie — aurait eu une bonne raison de le faire puisqu'elle l'aurait en quelque sorte «provoqué».

Combien de femmes violées dont la presse dit qu'elles ont été «imprudentes» de sortir le soir ou de faire de l'auto-stop, signifiant par là que la place de la femme est à la maison et que si elle en sort elle s'expose en toute connaissance de cause à des dangers divers, et que si elle est agressée c'est en partie sa faute, qu'elle doit s'en prendre autant à elle-même qu'à son agresseur...

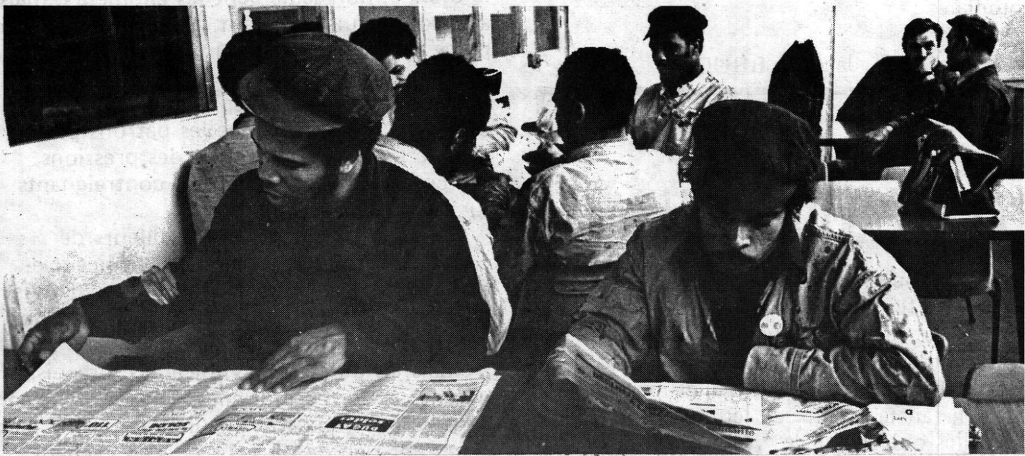
Combien de femmes battues et brutalisées par leur mari dont cette même presse se garde bien de prendre la défense mais suggère en termes voilés qu'elles l'ont bien mérité !

Ce genre de raisonnement, s'il ne conduit pas obligatoirement à l'agression physique, en constitue néanmoins un terrain favorable. Car entre le journaliste muni de diplômes qui malgré toutes les études qu'il a faites n'a pu ni surmonter, ni dissimuler, ses préjugés sexistes, et le pauvre type qui pour une raison ou une autre est passé directement des idées à l'acte — devenant un assassin — il y a finalement un lien commun : celui du mépris généralisé de la femme.

C. G.

émigration:

DANS LES ENTREPRISES BERLIET RVI: UNE FAÇON ORIGINALE DE LICENCIER.



OUVRIER DE BERLIET A LA CANTINE

Avec ses ateliers de Vénissieux, Saint-Priest, Montplaisir et Feuillat, les usines Berliet, devenues Renault Véhicules Industriels (R.V.I.) emploient près de 20.000 personnes dans la région lyonnaise. C'est donc le principal employeur dans le secteur industriel. Aussi n'est-il pas étonnant de trouver bon nombre d'Antillais et de Réunionnais dirigés directement dès leur sortie des centres du BUMIDOM ou de l'A.F.P.A. tels Simandres ou Saint-Priest.

Dès la prise de contrôle de Renault en 1976, la direction annonçait son intention de supprimer 5.000 emplois d'ici 1982. Et c'est dans ce sens qu'une opération originale fut montée dernièrement.

Il s'agissait d'abord de proposer une mise à la retraite anticipée aux travailleurs de 58 ans et 6 mois minimum, ceci avec des avantages financiers non négligeables; mais surtout d'offrir une prime allant de 15.000 à 25.000 F pour tout «départ volontaire» réalisé avant le 28/02/79. A ceci, s'ajoutent les indemnités de licenciement prévues par la convention collective variant avec l'ancienneté, le paiement des congés payés et le paiement de la période de préavis.

C'est avec une somme variant de 25.000 à 70.000 F (7 millions d'anciens francs) qu'un travailleur peut quitter l'entreprise. La direction incite également à rechercher un emploi dans une autre branche ou, accorde toute facilité pour une formation professionnelle au titre de la promotion sociale.

En peu de temps, des queues d'ouvriers se sont formées devant les bureaux de la maîtrise afin de constituer des dossiers. Et, finalement ce sont 1.300 demandes qui furent recensées par la direction.

Sur ces 1.300 demandes, 950 «départs volontaires» ont été effectivement réalisés concernant essentiellement le personnel ouvrier.

Occupant généralement les emplois les plus pénibles, nombreux furent les Antillais intéressés par cette offre. Et, un certain nombre d'entre eux posèrent leurs candidatures. Parmi ceux qui furent retenus, certes quelques-uns ont pu trouver immédiatement un nouvel emploi. D'autres en ont profité pour rentrer au pays.

Mais le choix qu'ils ont effectué ne les met en aucune façon à l'abri de la crise actuelle, sinon de façon momentanée, car 25.000 F, cela fond vite avec l'inflation.

D'ailleurs beaucoup ont préféré garder leur emploi au lieu de se mettre à la recherche d'une hypothétique branche qui ne soit pas touchée par le chômage.

Mais si la direction de RVI a choisi de licencier en faisant tant de frais, c'est qu'elle savait que l'annonce de licenciements collectifs entraînerait des remous chez les travailleurs. Mais elle ne pourra empêcher ceux qui restent d'être vigilants.

PTT Paris: non aux califs !

Aux PTT, en particulier aux centrales tri de Saint-Lazare et de Montparnasse des camarades antillais pour, comme ils disent «coller les deux bouts», font des heures supplémentaires ou «califs».

Bien sûr, ces travailleurs comme tous les autres ont des difficultés en cette période de crise. Mais la solution qu'ils adoptent — faire des califs — n'en est pas une. Cela n'aboutit qu'à ruiner leur santé.

Ces califs sont de sérieux coups de pouce à l'administration des PTT. Elle fait des économies car le travail est effectué sans qu'elle soit obligée d'embaucher du personnel supplémentaire.

Il est possible aux travailleurs d'avoir les moyens de vivre sans faire des califs. Les 40 heures, les travailleurs ont lutté pour les obtenir. Toute heure supplémentaire est une heure d'exploitation supplémentaire. Et c'est une heure en moins pour nos loisirs, pour notre famille.

Alors les travailleurs des PTT doivent quelle que soit la situation économique, obliger l'Etat à leur verser un salaire leur permettant de vivre décemment, et que ce salaire soit réajusté en fonction de la hausse des prix.

GUADELOUPE: INCENDIE A CAPESTERRE. LES ERREURS DES PAUVRES LEUR COUTENT CHER

Tragique événement à Capesterre Belle-Eau en ce début de semaine, trois enfants sont grièvement brûlés dans un incendie.

L'un d'entre eux périt au cours de l'incendie, les deux autres mourront plus tard des suites de brûlures extrêmement profondes et répandues sur tout le corps.

Que s'était-il passé exactement ?

La mère qui ne travaille pas et tient sa maison, a dû s'absenter un moment. Elle a voulu prévenir un danger : que les enfants en bas âge aillent courir dehors et se faire écraser par une voiture ou qu'ils se rendent en bordure de mer. Elle les a donc enfermés dans la maison.

La maisonnette qui a brûlé se trouve en effet non loin de la mer et d'une route.

La mère évita un danger mais ne pressentit pas l'autre. Les enfants enfermés jouèrent avec des allumettes et mirent eux-mêmes le feu à la maison.

Puis ce fut cette triste histoire.

Certains condamnent ou accablent la mère. Les reproches vont bon train dans la région de Capesterre.

Mais il faut pourtant bien voir que ce n'est pas la première fois que de tels accidents ont lieu. Le scénario n'est guère différent chaque fois. Une mère ayant plusieurs enfants sous sa garde et chargée en même temps des travaux de la maison : nettoyage, courses, lessive, cuisine, etc... fait quelquefois preuve d'inattention ou sort faire ses courses. C'est alors que survient l'accident parfois dramatique, comme ici.

Ce qui indigné profondément et révolte c'est de voir que dans cette société des milliers, des dizaines de milliers de femmes, soient obligées de faire face seules le plus souvent à trois ou quatre tâches différentes.

Car les travaux domestiques, le nettoyage ou la garde des enfants réclament chacun que l'on soit occupé par l'un ou l'autre entièrement.

Pourquoi ces enfants au lieu d'être à la charge de cette malheureuse femme, n'étaient-ils pas dans une crèche.

Mais voilà, il n'y a pas assez de place pour y mettre tous les enfants — lorsque cette crèche existe !

Non ! il est trop facile de condamner la mère et de parler de sa négligence ou d'une faute de sa part. Elle a commis une erreur de jugement ? Sans doute ! Mais pourquoi faut-il que les «erreurs» des pauvres se soldent toujours tragiquement pour eux.

Parce que les riches eux n'ont pratiquement jamais l'occasion de commettre ce genre d'erreur, ou alors les effets en sont négligeables, ou sont compensés immédiatement par tous les moyens dont ils disposent. Leurs enfants ne sont — par exemple — jamais seuls. Et quand ils veulent jouer avec des allumettes on organise pour eux un coin de jardin où ils peuvent «jouer» à «incendier» tout à loisir.

Non, travailleuses, travailleurs ! Ne frappez pas celle d'entre vous qui est déjà touchée par le sort ! Mais «le sort» des pauvres dans cette société, et c'est le pire défaut des pauvres, c'est précisément d'être les exploités, ceux du bas de l'échelle.

Cette femme qui vient d'être frappée, elle est des nôtres. Il faut l'entourer de notre chaude sympathie. Et il faut se battre pour que des crèches s'ouvrent à Capesterre ou ailleurs. Il faut vouloir que la vie change, que cette société devienne plus humaine.

G. R.

Usine Guadeloupe: les travailleurs vont-ils accepter le diktat des capitalistes ?

Dans une réunion du comité d'entreprise de Darboussier tenue vendredi dernier, M. Claverie, directeur de la SIS a annoncé que la société ne pouvait accorder que 2,4 % d'augmentation de salaire.

Les travailleurs eux en demandent 5 % à partir du 1er décembre et 20 % dès l'ouverture de la récolte. Les responsables de la SIS ont déjà répondu non à ces revendications. Les dirigeants des autres usines en feront probablement autant.

Les motifs avancés pour refuser d'accorder satisfaction aux travailleurs sont toujours les mêmes. Les propriétaires des usines n'ont pas, disent-ils, les moyens financiers pour relever les salaires de plus de 2,4 %. Un accord a été signé mardi matin entre les usiniers et certains syndicats UGTG, CFDT et UIG-CFDT fixant l'augmentation à 3 % jusqu'au mois de mai. Il faut préciser que ces syndicats sont peu représentés dans les usines à sucre. La CGTG, le syndicat le plus important dans ce secteur n'a pas signé cet accord mais il n'a pas engagé de lutte d'ensemble.

Les capitalistes mettent en avant les calculs de l'INSEE (GPE), selon lesquels les

prix auraient augmenté de 0,1 % en novembre, pour justifier leur refus des revendications ouvrières. On pourrait vraiment considérer cela comme une bonne plaisanterie si le pain des travailleurs n'était en cause.

Il n'est pas besoin d'indice de l'INSEE pour savoir à quel point les prix grimpent sans arrêt et causent une diminution vertigineuse du niveau de vie des travailleurs.

C'est bien pourquoi ceux-ci ne peuvent, en cette période d'inflation accepter de commencer la campagne 1979 avec les mêmes salaires de misère qui leur étaient attribués l'an dernier. Il leur faut absolument des salaires plus substantiels leur permettant de vivre décemment. Pour arracher de tels salaires, ils n'ont guère le choix. Ou ils se contentent de discussions de salon avec le patronat et se font lanterner, ou ils engagent une lutte générale dans toutes les usines pour imposer leurs revendications.

Ils ont d'autant plus de chances de succès qu'ils peuvent entraîner derrière eux la masse des ouvriers agricoles et même les petits planteurs qui, eux aussi ont des comptes à demander aux usiniers.

EDF MARTINIQUE :

LE PIRE CACHE LE MAL...

Les services rendus aux usagers, en particulier aux usagers petits consommateurs, se dégradent chaque jour un peu plus.

Des demandes de branchement restent sans réponse pendant plusieurs mois, c'est-à-dire avant de savoir s'il est possible ou pas de l'exécuter et dans quelles conditions.

Il en est de même pour l'attente des devis. Lorsque le futur abonné a payé son branchement il attend quelquefois plus de 2 mois avant que celui-ci soit exécuté.

Quand il s'agit de réalisation de contrat d'abonnement, ou de mise sous tension de branchement neuf, il n'est pas rare que le travail se fasse plus d'une semaine après la

demande.

Actuellement, ce sont les clients rattachés au district de Trinité qui se plaignent le plus.

Mais cela ne veut pas dire qu'ailleurs le service est convenable, le pire cache le mal. Et les raisons sont très simples.

La direction de l'EDF refuse d'embaucher, et il est impossible avec l'effectif actuel de satisfaire la clientèle.

Comme on le voit la direction est seule responsable, mais elle prend soin d'exposer des subalternes comme boucs émissaires face à la colère justifiée des usagers.

A nous d'indiquer la route qui mène aux responsables.

MARTINIQUE : LES 5 ANS LA TUERIE DE CHALVET

Le 14 Février 1974, il y a donc 5 ans aujourd'hui, les forces de répression coloniale ouvraient le feu sur un cortège de travailleurs à Chalvet, sur le territoire de la commune de Basse-Pointe. En plus de 5 blessés graves, on devait relever un mort, un ouvrier agricole père de famille nombreuse, Rénor Illmany. Deux jours plus tard, on devait retrouver à l'embouchure de la Rivière Capot le corps défiguré d'un jeune gréviste de 20 ans, Marie-Louise.

Cette répression sauvage intervenait après une longue grève des ouvriers agricoles de la région du Nord de la Martinique. Ceux-ci réclamaient dans leur majorité un salaire de 35,46 F pour une journée de 8 heures, ce qui équivalait dans les faits à la suppression du SMAG (Salaire Minimum Agricole), inférieur au SMIG, lui-même déjà nettement insuffisant. Ils réclamaient en outre, l'établissement d'une convention collective, et la suppression de l'épandage des produits toxiques employés comme insecticides ou engrais.

Mais la grève des ouvriers agricoles intervient dans un contexte particulier. 1974, c'est l'époque de la crise du pétrole et cela provoque une flambée des prix.

Face à la hausse des prix, les travailleurs de la Martinique ne restent pas inactifs et s'engagent dans la lutte pour obtenir des augmentations de salaire. C'est le cas à France-Antilles, en grève depuis le mois de Novembre. C'est le cas de ceux du Bâtiment, des travailleurs des Eaux du Sud, de la cartonnerie. Lycéens et collégiens des CET eux aussi entrent en grève contre l'augmen-



UNE DETERMINATION QUE LA REPRESSION NE BRISERA PAS

tation des tarifs de l'internat. Tous ces mouvements, déclenchés en Janvier obtiennent partiellement satisfaction.

Par la suite, les syndicats vont lancer une grève générale non limitée le 12 Février, grève à laquelle les travailleurs participent en masse. Ce sont des milliers et des milliers de personnes qui défilent tous ces jours-là à Fort-de-France. Devant la détermination et la combativité des masses, le pouvoir colonial incapable de donner satisfaction à tous choisit de réprimer. Les gendarmes tendent une embuscade aux grévistes de la banane et arrosent de balles un cortège

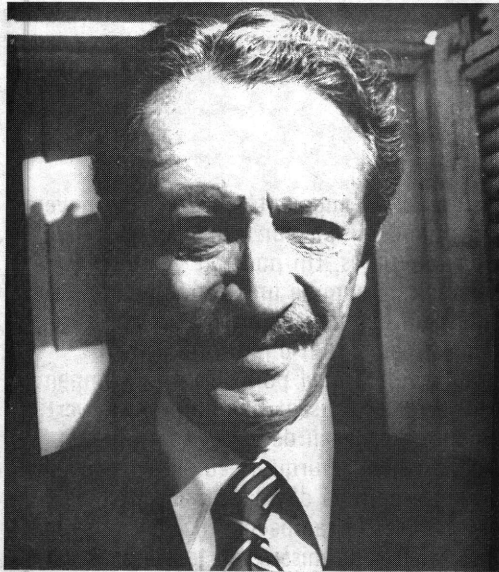
pacifique, tuant sur le coup Illmany.

Après cette répression sauvage, la colère gronde à Fort-de-France. Le gouvernement fait des promesses verbales qu'il ne tiendra pas. Mais au moins sur un point, il sera obligé de céder : le SMAG sera supprimé, une convention collective établie pour les ouvriers de la banane.

Cela, les travailleurs agricoles l'ont gagné avec le sang de leurs camarades assassinés par les forces de répression coloniale.

Jacques BRUEL

IRAN : Deux «gouvernements» mais un seul arbitre, l'armée



CHAPOUR BAKTIAR

ACTUEL PREMIER MINISTRE

Quelques jours après son retour triomphal en IRAN, l'Ayatollah KHOMEINY a désigné un premier ministre. Celui-ci est chargé de former un gouvernement provisoire permettant d'organiser un référendum pour décider du futur régime du pays.

Cette proclamation a été précédée et entourée de nombreuses déclarations et conférences de presse du chef religieux et de ses proches. Et les propos tenus vis-à-vis du gouvernement BAKTIAR gardent la virulence qu'ils avaient durant les derniers jours d'exil. Pour Khomeiny tout est illégal : parlement-

gouvernement, etc... Il se déclarait même prêt à appeler à la guerre sainte si le gouvernement Bakhtiar ne démissionne pas.

Pourtant, un pilier de l'ancien régime n'est pas attaqué par Khomeiny : l'armée ! Au contraire des contacts auraient été établis avec certains chefs militaires et ils sont ouvertement appelés à rejoindre le gouvernement provisoire.

Ce n'est pas aux soldats du rang que s'adresse Khomeiny, mais bien aux officiers supérieurs, ceux qui garantissent jusqu'à présent le pouvoir transmis par le Shah à Bakhtiar, ceux qui depuis un an font tirer sur les foules désarmées, ceux des corps spécialisés, des brigades anti-émeutes, bref, ceux-là mêmes qui sont formés et armés pour tenir en laisse les populations opprimées.

Alors, devant la volonté des autorités religieuses de ne pas brusquer les choses et malgré les «coups de gueule» de Khomeiny, on peut dire que du côté des dirigeants on assiste à une certaine détente.

Khomeiny forme un gouvernement provisoire sans être réellement inquiété par Chapour BAKTIAR et au contraire on note que le premier ministre «illégal» est un ami de longue date du premier ministre «légal».

Quant à ce dernier, il renonce à interdire les rassemblements et les manifestations dans les rues. Pendant ce temps les contacts entre les deux parties se multiplient.

Toutes les tractations se font par-dessus la tête du peuple d'Iran, et entre gens qui jouent un jeu dont ils connaissent et respectent les règles.

Il n'est pas impossible que le gouvernement Bakhtiar et le gouvernement provisoire parviennent à un compromis et que la transition vers la république islamique se fasse sans heurt. L'armée à laquelle Khomeiny lance de nombreux appels peut en effet se rapprocher de lui dans la mesure où le chef religieux lui-même la reconnaît comme la future armée de la «république islamique».

Cette armée ne tient pas forcément à engager l'épreuve de force actuellement avec le peuple iranien. Une telle épreuve de force amènerait peut-être ce peuple à s'armer et à dépasser les limites étroites que lui fixent les chefs religieux.

Néanmoins, l'armée reste l'arbitre de ce jeu entre Khomeiny et Bakhtiar et elle se réserve toujours la possibilité d'intervenir violemment contre les populations opprimées dont l'enthousiasme et la mobilisation montrent qu'elles attendent des changements plus importants qu'un nouvel aménagement au sommet de l'Etat actuel.

Marianne TIBUS

Cinéma ALLEZ VOIR «JULIA»!

JULIA c'est l'histoire de l'amitié entre deux femmes qui arrivées à l'âge adulte ne se voient plus aussi fréquemment qu'enfants ou adolescentes, mais gardent au plus profond d'elles-mêmes ce qui fait la qualité de leurs liens.

Elles ont choisi des voies différentes pour leur vie. L'une étudie la médecine et se passionne pour tout ce qui touche la vie et le destin des êtres humains; l'autre est auteur de théâtre, écrivain. Celle-ci porte une grande admiration à son amie JULIA. Car JULIA vit intensément dans les années trente, la vie d'une Europe au bord de la guerre. Julia ne peut accepter de vivre, comme son amie, en révoltée permanente, mais passive devant la catastrophe qui approche.

On nous dit qu'elle devient socialiste dans une Allemagne nazie où démocrates communistes et révolutionnaires sont assassinés ou enfermés dans des camps de concentration. Julia milite avec un groupe clandestin dont les objectifs, pour limités qu'ils soient, mettent en danger à chaque moment la vie de ses membres.

JULIA est assassinée par les nazis.

On ne peut évidemment réduire ce film à un récit anecdotique sur la vie des deux femmes qu'on voit évoluer. La richesse de ce film vient de la délicatesse de l'auteur dans la peinture des sentiments qui animent ses personnages.

L'auteur relie constamment le présent d'adulte à des souvenirs remontant à l'enfance et plus particulièrement à l'adolescence des deux femmes.

On ne «voit» pas beaucoup JULIA. Mais c'est sa présence, ses idées, ses choix sa façon d'être qui imprègnent toutes les séquences, tous les épisodes qui marquent la vie des deux amies.

JULIA est une femme admirable. Elle porte un intérêt à tout ce qui est essentiel dans la vie des êtres humains. Elle est sensible, intelligente, généreuse. Rien à voir avec la peinture sentimentale et souvent rabaisante des femmes que le cinéma nous présente d'habitude.

* Emigration Musique : MOUN'KIKI *
* Le chanteur, MOUN'KIKI se produira *
* le 17 Février à 21 heures à la Maison *
* des Jeunes et de la Culture, rue Turpault *
* 78390 BOIS D'ARCY. *

Combat Ouvrier, journal hebdomadaire est en vente dans les boutiques et les librairies en Martinique et en Guadeloupe. Réclamez-le à votre libraire.

Tarif d'abonnement :

Antilles :	1 an	65 F
	6 mois	35 F
France :	1 an	100 F
	6 mois	50 F

Sous pli fermé :

	1 an	110 F
	6 mois	65 F

Versement à adresser à :

Action et Réflexion Socialistes
A.R.S.

B.D.A.F. Pointe-à-Pitre 10 002 640 97

LES ACTIONS SPECTACULAIRES NE REMPLACENT PAS UNE LUTTE D'ENSEMBLE !

Ces derniers jours ont été marqués en France par des actions très décidées de la part des travailleurs de Lorraine menacés de licenciements. Les syndicats mènent une politique apparemment radicale. Des grèves avec occupation sont organisées, des travailleurs en colère bloquent des routes et certains ont même à Longwy, grand centre sidérurgique, attaqué un commissariat. Dans cette même ville de Longwy, l'intersyndicale prévoit de bloquer toute arrivée de minerais et d'empêcher lors de la grève de 24 heures prévue le 16 Février, tout trafic ferroviaire et routier.

Toute cette activité, les syndicats concernés l'auraient probablement taxée de gauchiste il y a peu de temps. Mais la politique actuelle des syndicats va en fait à l'encontre des intérêts des travailleurs menacés de chômage ou déjà licenciés en Lorraine.

En effet, la lutte est limitée aux usines visées par les licenciements, c'est une bagarre locale alors même que le problème du chômage est un problème général. D'abord, il touche des travailleurs de plus en plus nombreux, ensuite, le chômage touche tout le monde, non seulement les chômeurs, mais aussi ceux qui travaillent. En effet, c'est bien parce qu'il y a des centaines de milliers de chômeurs, c'est-à-dire un grand nombre de travailleurs prêts à accepter des conditions de travail médiocres, que les patrons peuvent se permettre d'exercer des pressions, des contrôles de plus en plus contraignants sur ceux qui ont un emploi.

Ce sont donc tous les travailleurs de France qui sont concernés par les licenciements en Lorraine ou ailleurs. Ce sont tous les travailleurs qui, ensemble, doivent lutter contre cette situation.

Mais les dirigeants syndicaux n'organisent que des actions sectorielles. Pour eux il s'agit de permettre aux travailleurs d'exprimer leur colère, et rien de plus. Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas. Comme le dit un responsable de la CFDT, parlant d'une manifestation organisée pour protester contre une provocation policière à l'usine de la Chiers occupée par les ouvriers : « nous ne pouvions pas, décemment, refuser cet exutoire aux travailleurs ». On le voit il n'est nullement question d'empêcher les licenciements mais d'empêcher une véritable explosion de colère des travailleurs.

Ces syndicats ne se contentent pas de ne proposer aucune perspective de lutte d'ensemble aux travailleurs, ils les détournent de leurs véritables ennemis, les patrons français. Face au chômage, les syndicats mettent en avant la responsabilité des « Allemands ». Veulent-ils parler des ouvriers allemands ou encore des 1.700.000 chômeurs d'Allemagne ? Ces syndicats feignent de ne pas voir que, même au-delà des frontières, les travailleurs ont les mêmes problèmes, et qu'une lutte limitée à la seule Lorraine ne saurait, en aucune façon, remplacer la seule lutte qui empêchera la suppression d'aucun emploi, une lutte unifiée de tous les exploités.

Noël CANTIUS

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

B.P. 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire